

Pourquoi la paix peine toujours à s'imposer en Colombie

AMÉRIQUE DU SUD

Depuis quelques mois, la machine s'enraye : plus de 400 acteurs sociaux ont été assassinés dont 46 cette année.

Michel De Grandi
@MdeGrandi

A peine a-t-il soufflé la première bougie de son élection comme président de la Colombie, qu'Iván Duque s'est envolé pour une tournée européenne. Après le Royaume-Uni, celle-ci doit le conduire en France puis en Suisse où il doit intervenir au siège de l'Organisation internationale du travail (OIT). Cette visite intervient deux ans et demi après la signature des accords de paix (24 novembre 2016). Après un démarrage en fanfare, le processus marque à présent le pas. Plus de 400 acteurs sociaux ont été assassinés depuis la signature de l'accord, dont quarante-six cette année. Une mission du Sénat français a effectué, en avril, un séjour d'une semaine en Colombie afin d'essayer de comprendre l'état d'avancement de ce projet.

Iván Duque responsable

A tort ou à raison, l'actuel chef de l'Etat, qui a succédé à Juan Manuel Santos qui fut jusqu'au bout la cheville ouvrière des accords de paix, est tenu pour responsable des difficultés que traverse le processus de paix. Iván Duque n'avait-il pas déclaré, durant sa campagne électorale, qu'il déchirerait les textes de l'accord une fois élu président ? Même s'il est revenu par la suite sur ses propos, en les édulcorant, c'est peu dire qu'il est moins impliqué dans leur succès que son prédécesseur. Et aujourd'hui, où les accords de paix peinent à s'installer, Iván Duque paraît peu armé pour relancer leur appli-

cation. Sur les 10.000 personnes à avoir déposé les armes, 2.000 d'entre elles les ont reprises tandis que des groupes paramilitaires, armés, restent actifs posant de vraies questions de sécurité. Certes, la reconversion économique et sociale d'ex-guerrilleros se poursuit, malgré un manque réel de structures éducatives et de soins. Mais, là encore, des interrogations demeurent comme celle du futur statut des centres de reconversion au-delà du mois d'août.

Arrivée de migrants

Malgré les volontés d'installer la paix, la Colombie peine aussi à endiguer une explosion des surfaces plantées en coca : de 80.000 hectares en 2015, elles sont passées à 200.000 en 2018 souligne le rapport des sénateurs. Cette expansion à marche forcée s'explique en partie par l'effet pervers de la prime à l'arrachage attribuée par l'Etat. Les producteurs qui voulaient la toucher ont eu tendance à augmenter leurs surfaces ! Résultat, les superficies flambent après avoir considérablement reculé de 2001 à 2012 - de 144.000 à 50.000. L'autre raison tient, bien sûr, à la demande en cocaïne qui va toujours croissant et peut expliquer la présence sur le sol colombien de mafias étrangères, notamment mexicaines.

Toute la question aujourd'hui est de savoir si Iván Duque est capable de donner l'impulsion politique nécessaire à l'implantation totale de ces textes. « *Il faut un engagement politique fort du pouvoir colombien pour la paix* », recommande la commission des Affaires étrangères du Sénat. A sa décharge, son action est compliquée par l'arrivée massive de migrants venus du Venezuela. Le pays accueille jusqu'à présent 1,3 million de ces personnes fuyant le régime de Nicolás Maduro. A ce rythme et si rien n'est fait, ils pourraient en 2020 atteindre quelque 3 millions. ■